

Introduction

Penser le « travail numérique » des jeunes comme norme d'insertion professionnelle et sociale

Aurélie Gonnet, Nicolas Roux

DANS **AGORA DÉBATS/JEUNESSES 2025/2 n° 100**, PAGES 38 À 48
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1268-5666

DOI 10.3917/agora.100.0038

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-agora-debatsjeunesses-2025-2-page-38?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Dossier

L'insertion et l'emploi des jeunes à l'épreuve du numérique

Coordonné par Aurélie Gonnet et Nicolas Roux

Introduction **38**

49

Du loisir à la professionnalisation : l'évolution du travail numérique des grimpeurs et grimpeuses de haut niveau sur Instagram

L'individualisation de la relation d'emploi à l'heure numérique : le cas des étudiant·es sur les plateformes affinitaires

Le « cens » caché de l'accompagnement au numérique. Le cas des « jeunes adultes en difficulté » en Suisse

Porter attention aux usages numériques des personnes accompagnées. L'exemple des éducateurs et éducatrices dans le cadre de la protection de l'enfance

Insertion sociale et inclusion numérique des jeunes migrants

Introduction

Penser le « travail numérique » des jeunes comme norme d'insertion professionnelle et sociale

Aurélie Gonnet, Nicolas Roux

Il est courant d'interpréter le monde social et ses transformations à travers le prisme des générations en attribuant à celles-ci des valeurs, des dispositions et un univers de sens qui leur seraient propres, forgés sur l'expérience partagée d'un certain état du monde. Il en va ainsi de l'image d'une « jeunesse » qui serait mobile, flexible et hyperconnectée, s'incarnant dans la catégorie des « *digital natives* » et supposant de la part de ces « nouvelles générations » une aisance quasi naturelle vis-à-vis des outils numériques avec lesquels elles et ils seraient « né-es ». Or, nombre de travaux contredisent l'idée de générations uniformes, tout particulièrement en ce qui concerne « la jeunesse » (Mauger, 2001 ; Bargel, 2009), et attestent d'inégalités intragénérationnelles fortes (Peugny, Van de Velde, 2013).

Pour autant, est-ce à dire que cette catégorie des *digital natives* est uniquement un artefact médiatique et gestionnaire réduisant les questionnements contemporains sur les rapports au numérique à une problématique générationnelle ? La diffusion massive d'outils et de contenus numériques, devenus de plus en plus incontournables pour trouver une formation ou un emploi, accéder à une information ou à des droits sociaux (chômage, aide au permis, bourse d'études, aide au logement, etc.), interagir avec son réseau amical, professionnel, sa conseillère en insertion ou son agence d'intérim, développer et valoriser ses compétences ou son profil, etc., n'aurait-elle pas d'effet sur les pratiques et représentations de celles et ceux notamment qui y ont été socialisé-es précocement ? S'il paraît dorénavant aller de soi que les nouvelles générations sont censées maîtriser *a minima* les outils de communication dématérialisés pour accéder à l'emploi comme à leurs droits et tisser des liens sociaux, a-t-on réellement saisi (empiriquement) et compris (théoriquement) ce que cela implique et recouvre en termes de coûts, de compétences, de pratiques et d'inégalités ? En effet, la sociologie semble avoir peu associé l'objet « numérique »¹ et l'objet « insertion » en les appliquant à la population des jeunes. Certains

1. Parce que ce dossier entend questionner des usages et des pratiques si ce n'est quotidien, du moins « ordinaires » (Martin, Dagiral, 2016), nous optons pour une acception extensive du terme « numérique » qui renvoie principalement aux outils et techniques liés à Internet, affectant les formes et le contenu des activités et les relations sociales, que celles-ci se fassent en ligne ou hors ligne.

travaux ont illustré par exemple les potentialités d'Internet en matière de pratiques culturelles (Donnat, 2009 ; Coavoux, 2018) et d'apprentissage dans des domaines aussi divers que le tricot (Guittet, Zabban, 2023), le bricolage ou la santé (Pasquier, 2018b), tout en rappelant qu'il n'a pas engendré de « révolution » tant il est largement dépendant du contexte et des usages socialement différenciés (Mauger, 2020 ; Gilliotte, 2024). Si ces différents travaux aident à penser certains contours et enjeux du numérique, étudier son rôle dans l'insertion des jeunes implique toutefois de croiser trois champs de recherche – l'emploi et le travail ; la jeunesse et les jeunes ; le numérique – d'ordinaire traités isolément ou croisés deux à deux. C'est le cas des recherches sur l'insertion en emploi des jeunes qui, à quelques exceptions près (Karácsony *et al.*, 2020 ; Missaoui, 2023 ; Smith, Watkins, 2023), abordent encore peu la digitalisation des dispositifs en la matière. Il en va de même de celles sur la dématérialisation des services d'aide sociale (Okbani, 2022 ; Deville, 2023a ; Henky, 2024) qui soit n'évoquent guère la variable d'âge en tant que telle, soit le font du point de vue des publics âgés plutôt que jeunes. En outre, si de nombreux travaux investiguent les transformations induites par la diffusion de plateformes numériques, ils focalisent tantôt l'attention sur celles dédiées à l'orientation des élèves et des étudiant-es (Frouillou *et al.*, 2020 ; Blanchard *et al.*, 2023 ; Lehner *et al.*, 2023), tantôt sur l'« ubérisation » de l'emploi et ses conséquences sur les travailleurs et travailleuses de tous âges (Bargain, 2018 ; Bernier, 2021 ; Bernard, 2023). D'autres, enfin, ont renseigné les formes que prennent les pratiques et sociabilités numériques – parfois liées au travail (Benedetto-Meyer, Boboc, 2021) – dans certaines classes sociales, populaires notamment (Pasquier, 2018a ; Granjon, 2022), sans forcément faire des jeunes la clé d'entrée principale.

L'ambition de ce numéro d'*Agora débats/jeunesses* est donc de participer aux croisements de ces trois champs de recherche pour appréhender et penser le numérique comme nouvelle norme d'insertion professionnelle et sociale. À l'opposé d'une présupposée génération digitalisée, ce dossier vise à questionner le sens, les formes et les variations sociales des expériences et pratiques outillées par le numérique et en lien avec d'autres acteurs et actrices du marché et du monde du travail. Cinq articles le composent. Les deux premiers permettent de donner corps à l'idée d'un « travail numérique » orienté vers l'emploi et qui s'impose en premier lieu aux jeunes. Les trois autres renseignent sur le travail d'accompagnement au numérique qui leur est destiné.

LE TRAVAIL NUMÉRIQUE DES JEUNES VERS L'EMPLOI

L'essor de l'intelligence artificielle comme des « applis » suscite des interrogations, notamment sur la façon dont le « capitalisme de plateforme »

affaiblit les collectifs de travail et les régulations professionnelles (Abdelnour, Méda, 2019). Mais le déploiement du libre-service et des dispositifs numériques et automatiques qui l'accompagnent a aussi donné lieu à des travaux questionnant la part croissante du « travail » réalisé par les client-es (Tiffon, 2013) ainsi que par les consommateurs et consommatrices (Dujarier, 2014). Dans une perspective différente et complémentaire, ce numéro s'intéresse au travail numérique dans un sens particulier : celui qui est effectué pour accéder à l'emploi. En effet, dans des sociétés gouvernées par l'emploi (Dupuy, Sarfati, 2022), celui-ci est devenu un « totem » guidant l'action publique et autour duquel devraient se concentrer la majorité des efforts d'insertion, tout spécialement concernant les jeunes, au motif d'un taux de chômage chez les 15-24 ans qui demeure le plus élevé de la population active depuis près de cinquante ans². Plus que toutes les autres tranches d'âge, les jeunes sont par ailleurs considéré-es comme à même de naviguer au sein du marché de l'emploi dématérialisé où la rencontre entre offre et demande se ferait désormais par l'entremise de sites web spécialisés (Indeed, Monster, Hellowork, Jobijoba, etc.) et autres plateformes publiques de recherche d'emploi (Emploi Store de France travail, 1jeune1solution.gouv.fr, La Boussole des jeunes.gouv.fr³, etc.) ainsi que par des réseaux sociaux professionnels (Linkedin) ou non (Facebook, Instagram, chaîne YouTube, TikTok, etc.).

Deux articles de ce dossier s'attèlent précisément à questionner les pratiques et expériences de jeunes (futur-es) travailleurs et travailleuses en la matière sur ce marché de l'emploi dématérialisé.

D'une part, Florence Bourneton, Lucie Forté, Valérie Bonnet et Chloé Longin-Roux détaillent, sur la base d'une enquête ethnographique complétée par des entretiens, la manière dont Instagram est devenu un support central de la professionnalisation des sportifs et sportives de haut niveau, d'autant plus normalisé que la plateforme est appropriée, dans un premier temps, sous une forme ludique. Les autrices donnent alors à voir la manière dont cet usage se rationalise à mesure de la progression dans la carrière, en vue de l'accumulation de ressources symboliques et matérielles nécessaires au prolongement de celle-ci, ne serait-ce que par la possibilité de se rendre à différentes compétitions et étapes de sélection. Le processus de professionnalisation est ainsi dévoilé par la description fine de l'apprentissage de compétences numériques et par la régulation de ses usages par les pairs, prenant la forme ici de *followers*.

2. Source : INSEE, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail (www.insee.fr/fr/statistiques).

3. Déployée depuis 2017, La Boussole des jeunes est un service numérique ambitionnant de « recenser et expliciter les services mobilisables par les jeunes à l'échelle d'un territoire » (<https://boussole.jeunes.gouv.fr>).

D'autre part, de tels mécanismes se font également jour, dans le cas des plateformes « affinitaires » d'intermédiation entre offre et demande de « petits » emplois de service à la personne (gardes d'enfants, cours particuliers, *escorting*) étudiées par Marie Trespeuch, Élise Verley et Élise Tenret. Combinant données quantitatives (tirées de l'enquête Conditions de vie de l'Observatoire de la vie étudiante) et qualitatives, issues d'observations en ligne et d'entretiens semi-directifs, l'article analyse en détail la manière dont des étudiant-es sont amené-es à produire tout un travail de « marketing de soi » afin de tirer leur épingle du jeu sur un « marché de la personnalité » où la quête de visibilité semble se substituer à celle de l'emploi, pour en fait mieux y accéder. L'article montre notamment combien ces plateformes participent d'une socialisation professionnelle, ici de type commercial : définir et ajuster le tarif de sa prestation ; comprendre et correspondre aux attentes des client-es ; développer des stratégies de communication et de promotion de soi pour orienter les algorithmes de recommandation ; etc. Toutefois les autrices révèlent combien ces capacités à naviguer sur le marché dématérialisé de l'emploi demeurent inégalement distribuées. Cela produit alors une segmentation des plateformes d'emploi selon les caractéristiques sociales des jeunes – suivant notamment le genre, le capital scolaire, les origines socioethniques réelles ou supposées – mais aussi selon le type d'activité – plutôt d'ordre complémentaire (plateforme affinitaire) ou plus alimentaire et régulière (plateforme algorithmique).

Ainsi, s'intéresser au travail numérique en matière de recherche d'emploi, c'est mettre en exergue le fait que la possession, l'utilisation et la maîtrise d'applications et d'outils numériques divers s'imposent avant même l'emploi, en-dehors et en parallèle de celui-ci, et cela d'une triple manière :

- précoce, dès l'école au moins⁴, avec les premières expériences à visée professionnelle, associative ou citoyenne (apprentissage, stage, alternance, jobs d'été, mais aussi volontariat, service civique, etc.) ;
- expresse, pour pouvoir s'orienter sur le marché du travail et accéder à divers droits sociaux (bourses, allocation logement, aide au financement du permis de conduire, etc.) ;
- multiforme, par la diversité des institutions et des dispositifs entrant en jeu dans l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, depuis les établissements d'enseignement et de formation jusqu'au service public de l'emploi (SPE) en passant par l'aide sociale, entre autres.

4. La place croissante occupée par le numérique dans la scolarisation et l'orientation des étudiant-es mais aussi et surtout des élèves mineur-es – outre les références déjà citées plus haut, par exemple Brotocorne *et al.* (2019) –, est un champ de recherche suffisamment documenté pour que nous nous centrons sur l'insertion des jeunes adultes à partir de la sortie du système scolaire.

Parler de travail numérique, c'est ainsi faire écho aux travaux donnant à voir le « métatavail » des cadres nomades (Bonneau, Enel, 2018) et le « travail d'organisation » des travailleuses et travailleurs aux activités multiples (Bidet *et al.*, 2017) dont la mobilité et la multiactivité impliquent précisément tout un travail supplémentaire de coordination pour pouvoir travailler ; c'est aussi se référer au « travail des chômeurs et chômeuses » (Demazière, 2017 ; Clouet *et al.*, 2019) pour qui l'activité de recherche d'emploi en vient à s'apparenter à un travail en cela qu'il requiert des compétences spécifiques, du temps, ainsi que l'incorporation de normes de conduite, d'interaction et de présentation de soi. Or, l'usage d'une grande variété d'outils et d'applications numériques se diffuse – voire s'impose – progressivement dans ces domaines comme une norme sociale incontournable qui, sous des apparences de simple modernisation technique, requiert apprentissage et engagement (matériel, temporel, cognitif, etc.), comme le montre le recours à des plateformes affinitaires et à Instagram, par exemple. C'est enfin et particulièrement le cas en ce qui concerne la recherche d'emploi et l'insertion, en France comme à l'étranger (Clouet, 2021 ; Del Sol, Ginon, 2024 ; Demazière *et al.*, 2025), où le virage de la dématérialisation administrative et relationnelle risque d'accroître le non-recours aux droits sociaux (Revil, Warin, 2019), la précarité numérique (Deydier, 2019), et d'engendrer un travail supplémentaire, complexe et parfois « absurde » (Deville, 2023b).

LE TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT AU NUMÉRIQUE À DESTINATION DES JEUNES

En questionnant le travail numérique que requiert désormais l'insertion vers et dans l'emploi, ce numéro montre que ce travail-là n'incombe pas seulement aux jeunes. De fait, la dématérialisation des services publics concerne aussi les travailleuses et travailleurs qui délivrent ces services, ici en lien avec les questions de formation, d'insertion et d'emploi. De nombreux dispositifs spécifiques se sont déployés ces dernières années pour pallier les difficultés rencontrées par certains publics face à la dématérialisation du marché du travail comme des services publics (formations et points d'accès à des ordinateurs pour les personnes désignées comme âgées, en grande précarité ou en situation d'illectronisme, par exemple). Or, on en sait encore peu sur le déploiement des dispositifs d'accompagnement au numérique des plus jeunes et sur les effets et usages des outils numériques en situation d'accompagnement de ces publics. Trois autres articles de ce numéro viennent opportunément combler cette lacune.

Tout d'abord, l'article de Maël Dif-Pradalier et Joseph Hivert examine la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement au numérique dans le cadre de « mesures d'insertion sociale de transition » déployées en Suisse

dans le but d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Partant du constat selon lequel le numérique aurait désormais acquis « le statut de solution d'action publique pour réduire la "distance à l'emploi" et renforcer l'"employabilité" » (p. 85), leur contribution montre qu'à l'inverse, cet accompagnement conduit à renforcer les inégalités entre les jeunes du fait d'une « offre à deux vitesses ». L'article bat en brèche l'idée d'une aisance générationnelle vis-à-vis des outils numériques, y compris au sein d'un public restreint et sélectionné sur la base de situations similaires (ici des jeunes ayant entre 18 et 25 ans, sans formation initiale achevée). Il met en exergue une segmentation de l'offre d'accompagnement qui recouvre précisément cette inégale distribution des compétences numériques, socialement situées, segmentation similaire à celle que l'on observe sur le marché du travail. Plus que l'inefficacité de ces mesures, l'article s'attelle à déconstruire les mécanismes qui participent de ce renforcement des inégalités, à commencer par la sélection et la répartition des jeunes dans les différentes mesures, ainsi que les variations en termes de pratiques et de maîtrise numériques des professionnel·les chargé·es de les mettre en œuvre.

Ce dossier documente aussi les conditions d'exercice des conseillers et conseillères en insertion et autres professionnel·les de l'accompagnement, ainsi que les regards qu'elles et ils portent sur les rapports de leurs publics « jeunes » au numérique. Passer de l'autre côté de l'écran – du côté professionnel et administratif – amène à s'intéresser non seulement aux pratiques d'accompagnement, mais aussi aux représentations et aux potentiels (dés)ajustements entre les professionnel·les et cette jeunesse supposée digitalisée, ou en tout cas réputée plus à l'aise que ses aîné·es. C'est ce qu'éclaire l'article de François Sorin reposant sur une démarche de « recherche-action-formation » sur les usages numériques des éducateurs et éducatrices d'une même association intervenant dans différentes mesures d'assistance éducative en protection de l'enfance. Cette étude montre d'abord combien, par-delà l'affichage politique en matière de développement numérique, les professionnel·les, comme leurs publics, sont tributaires de compétences et de goûts hétérogènes développés avant tout en dehors du travail. Toutefois, le cadre professionnel n'est pas neutre et des expériences positives peuvent amener les professionnel·les – *a priori* méfiant·es ou peu à l'aise – à aménager leurs pratiques, après avoir constaté par exemple une amélioration de la communication avec telle ou tel jeune due au recours à des messageries et à des outils de discussion en ligne. François Sorin donne ainsi à voir les multiples tensions et (dés)ajustements quotidiens qui façonnent les pratiques des éducateur·rices, elles et eux-mêmes pris·es dans les méandres des représentations associées au numérique (entre risque d'addiction, crainte de ne pas pouvoir contrôler les contenus consultés,

opportunité relationnelle, nécessité pour une insertion autonome dans un monde amplement digitalisé, etc.).

Ce sont également ces représentations que Fabien Granjon et Isabelle Craheix-Gadghadhi contribuent à questionner. Leur article étudie les aspects concrets d'un nouveau mot d'ordre de l'insertion sociale : l'« inclusion numérique ». En menant l'enquête auprès de jeunes migrant-es âgés de 18 à 28 ans, l'auteur et l'autrice participent d'une autre manière à déconstruire l'idée d'une jeunesse uniforme, en intégrant la double expérience de la migration et de l'immigration dans la lignée du travail d'Abdelmalek Sayad (1999), avec pour originalité d'y associer l'expérience de la dématérialisation des administrations du pays d'accueil. Outre les difficultés de langue qui sont ici à relier au moins autant, si ce n'est plus souvent, au langage administratif qu'à la langue française, c'est aussi le cumul des démarches qu'implique généralement la situation de migration (logement, sécurité sociale, emploi, formation, etc.) qui contribue à distinguer ces jeunes dans leur rapport ordinaire à l'État. Articulés, ces deux enjeux les conduisent à évoquer des situations de solitude face aux écrans administratifs et aux procédures en ligne dont ils et elles ne comprennent pas toujours les arcanes et les attendus. Ces situations ont alors deux effets d'apparence contradictoires : elles favorisent le non-recours aux droits sociaux et, en même temps, le recours accru aux guichets sociaux. Néanmoins, ces derniers s'avèrent régulièrement n'être qu'un intermédiaire parmi d'autres. L'accroissement des relations dématérialisées donne en effet à ces jeunes accès à des alternatives potentielles, perçues comme plus proches, plus accessibles ou plus compréhensives. Ce sont des réseaux et des communautés en ligne, des personnes connues ou non, à même d'apporter ce que les administrations peinent fréquemment à délivrer : une information, un soutien, le maintien de sociabilités ordinaires, à la faveur d'une « insertion à bas bruit, de survie » (p. 129).

L'ensemble de ces constats invite *in fine* à observer comment, dans le travail d'insertion, des compétences supposées incorporées et naturalisées par les nouvelles générations recouvrent en réalité des formes de différenciation en termes d'accès et d'usages du numérique qui tendent à recouper une segmentation de l'offre d'accompagnement à celui-ci. Les représentations associées aux mots « jeunesse » et « numérique » peuvent participer à voiler les inégalités en la matière ou à naturaliser des compétences au risque d'une moindre reconnaissance et rémunération de celles-ci (Tenret *et al.*, 2021), à l'instar des compétences liées au travail de *care* associé aux femmes (Krinsky, Simonet, 2012). En somme, aux côtés des déterminants sociaux classiques à l'œuvre dans le travail numérique vers l'emploi, ce numéro éclaire également les croyances et les représentations véhiculées sur le marché du travail (Duclos *et al.*, 2017) concernant le numérique et

les jeunes, ainsi que la manière dont elles participent à façonner leurs parcours, leurs expériences et leurs pratiques en la matière.

Au moment de boucler l'écriture de cette introduction, nous apprenons le décès de Dominique Pasquier dont les travaux, originaux et précurseurs à bien des égards, ont inspiré les réflexions à l'origine de ce projet tout comme les résultats ici présentés. Nous souhaitons donc dédier ce dossier à sa mémoire.

■ BIBLIOGRAPHIE

ABDELNOUR S., MÉDA D. (dir.), 2019, *Les nouveaux travailleurs des applis*, Paris, PUF.

BARGAIN G., 2018, « Quel droit du travail à l'ère des plateformes numériques ? », *Lien social et Politiques*, n° 81, p. 21-40.

BARGEL L., 2009, « "La jeunesse qui bouge a changé de camp !" Des usages partisans de la catégorie "jeunesse" », *Mouvements*, n° 59, p. 83-89.

BENEDETTO-MEYER M., BOBOC A., 2021, *Sociologie du numérique au travail*, Paris, Armand Colin.

BERNARD S., 2023, *Uberusés. Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF.

BERNIER J. (dir.), 2021, *L'intelligence artificielle et les mondes du travail. Perspectives sociojuridiques et enjeux éthiques*, Québec, Presses de l'Université Laval.

BIDET A., DATCHARY C., GAGLIO G. (dir.), 2017, *Quand travailler, c'est s'organiser. La multi-activité à l'ère numérique*, Paris, Presses des Mines.

BLANCHARD M., DÉAGE M., SACCOMANNO B., 2023, « Orientation et usage des ressources numériques des lycéen·nes : une pratique classante ? », *O.S.P. L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 1, vol. 52, p. 87-117.

BONNEAU C., ENEL L., 2018, « Caractériser le méta-travail des nomades numériques : un préalable à l'identification des compétences requises », *Lien social et Politiques*, n° 81, p. 138-155.

BROT CORNE P., BONNETIER C., VENDRAMIN P., 2019, « Une numérisation des services d'intérêt général qui peine à inclure et à émanciper tous les usagers », *Terminal. Technologie de l'information, culture & société* [en ligne], n° 125-126.

CLOUET H., 2021, « L'encodage de la force de travail : quand des logiciels orientent les chômeurs en Allemagne et en France », *La nouvelle revue du travail* [en ligne], n° 18.

- CLOUET H., DEMAZIÈRE D., LIMA L.**, 2019, « Les temporalités du chômage. Introduction. », *Temporalités* [en ligne], n° 29.
- COAVOUX S.**, 2018, « Ce que les techniques numériques font aux loisirs », *Idées économiques et sociales*, n° 194, p. 34-40.
- DEL SOL M., GINON A.-S.** (dir.), 2024, *La digitalisation au service des demandeurs d'emploi : une évolution ambiguë*, Rennes, IODE.
- DEMAZIÈRE D.**, 2017, « Qu'est-ce qu'une recherche "active" d'emploi ? », *Travail et Emploi*, n° 151, p. 5-28.
- DEMAZIÈRE D., GRIFFIN R., LESCHKE J., HANSEN M. P.** (dir.), 2025, *Digital Public Employment Services in Action*, Bristol, Policy Press.
- DEVILLE C.**, 2023a, *L'État social à distance. Dématérialisation et accès aux droits des classes populaires rurales*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.
- DEVILLE C.**, 2023b, « Politique de l'absurde », *La Vie des idées.fr*, 2 mai.
- DEYDIER J.**, 2019, « Emmaüs Connect : donner aux acteurs de l'accompagnement social et médico-social les moyens d'agir face à la précarité numérique », *Vie sociale*, n° 28, p. 77-87.
- DONNAT O.**, 2009, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte.
- DUCLOS L., FRETTEL A., GONNET A., LIMA L.**, 2017, « Croyances et représentations relatives au fonctionnement du marché du travail », *Socio-économie du travail*, n° 2, p. 15-44.
- DUJARIER M.-A.**, 2014, *Le travail du consommateur. De MacDo a eBay. Comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Paris, La Découverte.
- DUPUY C., SARFATI F.**, 2022, *Gouverner par l'emploi. Une histoire de l'école 42*, Paris, PUF.
- FROUILLOU L., PIN C., ZANTEN A. VAN**, 2020, « Les plateformes APB et *Parcoursup* au service de l'égalité des chances ? L'évolution des procédures et des normes d'accès à l'enseignement supérieur en France », *L'Année sociologique*, n° 2, vol. 70, p. 337-363.
- GILLIOTTE Q.**, 2024, « Les usages des tutoriels confortent les catégories sociales », *NECTART*, n° 20, p. 136-143.
- GRANJON F.**, 2022, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*, Paris, Presses de Mines.
- GUITTET E., ZABBAN V.**, 2023, « "Moi, ce que j'aime, c'est apprendre." La centralité des apprentissages dans les pratiques de tricot en ligne », *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet* [en ligne], n° 12.
- HENKY M.**, 2024, « (Dé)matérialiser l'État social. Les conseillères à l'emploi, les travailleuses sociales et les chômeur.ses face à la dématérialisation des services publics de l'emploi », Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Sciences et lettres.

KARÁCSONY P., IZSÁK T., VASA L., 2020, « Attitudes of Z generations to job searching through social media », *Economics & Sociology*, n° 4, vol. 13, p. 227-240.

KRINSKY J., SIMONET M., 2012, « Introduction. Déni de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui », *Sociétés contemporaines*, n° 87, p. 5-23.

LEHNER P., OLLER A.-C., PIN C., 2023, « Les plateformes numériques d'orientation : des outils pour la socialisation des élèves aux règles du marché », *O.S.P. L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 4, vol. 52, p. 647-678.

MARTIN O., DAGIRAL É. (dir.), 2016, *L'ordinaire d'internet. Le web dans nos pratiques et relations sociales*, Paris, Armand Colin.

MAUGER G., 2001, « "La jeunesse n'est qu'un mot." À propos d'un entretien avec Pierre Bourdieu », *Agora débats/jeunesses*, n° 26, p. 137-142.

MAUGER G., 2020, « Le numérique : une révolution dans les pratiques de lecture ? », *Biens symboliques/Symbolic Goods* [en ligne], n° 7.

MISSAOUI R., 2023, « Les technologies de l'information comme vecteur de transformations représentationnelles des missions locales en France », *O.S.P. L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 4, vol. 52, p. 783-805.

OKBANI N., 2022, « Réception de l'e-administration par les professionnels et mutation du travail social », *Informations sociales*, n° 205, p. 38-46.

PASQUIER D., 2018a, « Classes populaires en ligne : des "oubliés" de la recherche ? », *Réseaux*, n° 208- n° 209, p. 9-23.

PASQUIER D., 2018b, *L'Internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Paris, Presses des Mines.

PEUGNY C., VAN DE VELDE C., 2013, « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, n° 4, vol. 54 p. 641-662.

REVIL H., WARIN P., 2019, « Le numérique, le risque de ne plus prévenir le non-recours », *Vie sociale*, n° 28, p. 121-133.

SAYAD A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil.

SMITH S., WATKINS B., 2023, « Millennials' Uses and Gratifications on LinkedIn. Implications for Recruitment and Retention », *International Journal of Business Communication*, n° 2, vol. 60, p. 560-586.

TENRET É., TRESPEUCH M., VERLEY É., 2021, « "Des jobs où tu veux, quand tu veux"... à quel prix ? Les étudiant-e-s face aux plateformes d'emploi », in DAGIRAL É., MARTIN O. (dir.), *Les liens sociaux numériques*, Paris, Armand Colin, p. 235-260.

TIFFON G., 2013, *La mise au travail des clients*, Paris, Economica.

■ L'AUTRICE ET L'AUTEUR

Aurélie Gonnet

aureliegonnet@gmail.com

Maîtresse de conférences en sociologie, Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis, UMR CNRS8070), Université Paris Cité ; affiliée au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET, CNAM).

Thèmes de recherche : sociologie de l'emploi et du chômage ; sociologie du travail ; action publique et politiques sociales ; accompagnement socio-professionnel ; sociologie des parcours.

A notamment publié :

GONNET A., 2023, « Opportunités et limites de la valorisation des compétences hors travail », *Formation Emploi*, n° 161, p. 61-81.

GONNET A., LIMA L., CARLONI P., LE GROS L., MATUS M., TUCHSZIRER C., 2024, *L'accompagnement des transitions professionnelles : un monde en soi ? Institutions, métiers, expériences*, Buenos Aires, Téséo.

LIMA L., GONNET A., TUCHSZIRER C., 2024, « L'autonomie des demandeurs d'emploi par-delà la digitalisation des services », in DEL SOL M., GINON A.-S. (dir.), *La digitalisation au service des demandeurs d'emploi : une évolution ambiguë*, Rennes, IODE, p. 109-116.

Nicolas Roux

nicolas.roux@univ-reims.fr

Maître de conférences en sociologie, Centre d'études et de recherches sur les emplois et les professionnalisations (CEREP, EA 4692), université de Reims Champagne-Ardenne, Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET, CNAM).

Thèmes de recherche : sociologie du travail, de l'emploi et de la précarité ; sociologie du numérique et de l'insertion ; sociologie des mondes agricoles et des mondes artistiques ; sociologie des biographies.

A notamment publié :

ROUX N., 2022, *La précarité durable. Vivre en emploi discontinu*, Paris, PUF.

ROUX N., 2022, « De la bourgeoisie à la vie d'artiste. Crises de succession et socialisation anticipatrice », *Biens symboliques / Symbolic Goods* [en ligne], n° 10.

ROUX N., 2023, « Sur le travail insoutenable. Ouvrières d'un groupement d'employeurs agricole », *Économie rurale*, n° 385, p. 83-100.